

La grenouille tombée dans un bol de lait

Lettre ouverte à Pierre Nkurunziza

Première partie

Monsieur Pierre Nkurunziza,

Connaissez-vous la fable de la grenouille tombée dans un bol de lait ? Non ? Alors asseyez-vous. Je vais vous la raconter. Elle est tellement emblématique de l'agitation que vous créez avec votre « Troisième règne céleste ». Oui « règne céleste » car, avez-vous déclaré sans rire, le pouvoir que vous usurpez à la tête du Burundi vous a été donné par « Dieu soi-même ». Imana Akbar ! Alléluia ! Amen !

Se croyant perdue et craignant de se noyer, la grenouille s'est mise à agiter frénétiquement ses pattes. Au bout d'un moment, surprise et essoufflée, elle s'est retrouvée perchée sur un îlot formé par le beurre dont elle avait provoqué la formation à force de fouetter le lait. En somme, elle a été sauvée par l'énergie du désespoir.

Vous, M. Pierre Nkurunziza, vous vous agitez. Vous brassez l'air. Vous courez dans tous les sens. Vous faites des déclarations tonitruantes. Selon les circonstances et les auditoires, vous tenez des discours contradictoires, parfois sensés, parfois véhéments, parfois mensongers.

Mais où allez-vous donc à cette allure ? Vers quel destin étrange foncez-vous à la vitesse d'un bolide sans freins ?

Une chose est certaine, ce n'est pas le sort de la grenouille combative qui attend « le Troisième règne céleste » au bout de votre trajectoire périlleuse. Vous saurez pourquoi en lisant cette lettre ouverte jusqu'au bout.

Ainsi, vous organisez des semaines d'action de grâce et des croisades folkloriques. Vous dansez sur votre postérieur. Gukinda ugaramye ! Vous célébrez la journée du combattant CNDD-FDD. Vous en profitez pour lancer une « fatwa » redoutable contre les opposants au sein de votre parti. Vous leur avez donné rendez-vous au paradis ! Vous avez compté 1, 2, 3...partez... !

A Cibitoke, vous avez donné le coup d'envoi d'une bataille féroce entre factions rivales au sein de votre parti. Cette chasse à l'homme révèle une vive tension entre les membres influents au sein de votre organisation.

Votre épouse, la **Mugabe-kazi Denise**, Pasteure autoproclamée, a enfoncé le clou dans les mains de vos opposants. Menaçante et péremptoire, elle prétend que le moment du choix fatidique entre les chauds partisans du « Troisième règne céleste » et « les Tièdes » est arrivé. « Le Troisième règne céleste », a-t-elle tranché, « vomira prochainement les Tièdes ».

A l'évidence, elle reproduit, à l'identique, les mêmes errements que Simone Gbagbo et Grace Mugabe lesquelles ont précipité la chute de leurs maris respectifs. Les « Tièdes » qu'elle a stigmatisés avec violence font-ils le dos rond pour le moment ? S'organisent-ils en catimini pour abattre le « Troisième règne céleste » tout en se protégeant ? Un conseil. Pour être efficace, l'épuration annoncée devrait intervenir avant le référendum sur la révision de la constitution. Sinon, plus tard, ce sera peut-être trop tard pour vous ou pour eux.

Une course contre la montre est donc engagée entre vous et « les Tièdes ». Ces derniers redoutent la fuite en avant institutionnelle de votre régime. Ils craignent que la révision constitutionnelle et les élections générales que vous organiserez dans la foulée afin de profiter de l'élan créé par le « **oui massif et enthousiaste du peuple** » ne vous donnent un pouvoir absolu et définitif sur le parti et son patrimoine.

En outre, « Les Tièdes » craignent que vous les écartiez définitivement de la mangeoire et qu'ils subissent le sort de votre ancien mentor, M. Hussein Radjabu. Ils pourraient être incarcérés aussi longtemps que vous resterez au pouvoir. Autrement dit, ils pourraient purger une peine de prison à perpétuité si par malheur votre « Troisième règne céleste », se transformait, par la grâce du peuple docile, en mandat unique à vie !

« Les Tièdes », le savent mieux que quiconque. Une nouvelle monarchie burundaise, loufoque certes, est en gestation ! De plus, ils sont exaspérés. Ils ne supportent plus la mainmise des « Interahamwe » rwandais sur vous puisque ceux-ci, entre autres, assurent désormais votre sécurité rapprochée et, secret de polichinelle, encadrent et entraînent militairement la milice « Imbonerakure » à travers le pays.

Plus grave. « Les Tièdes » sentent que votre régime court à sa perte et conduit le Burundi dans une impasse sans issue de secours. Certains, pour sauver leur peau et leurs privilèges, s'apprêtent à se défaire sur vous et à rejeter sur vous toute la responsabilité des crimes de sang et des crimes économiques commis par « le Troisième règne céleste ».

« Les Tièdes » qui se retrouvent parfois dans un club huppé de Bujumbura pour boire du champagne sans limite et fêter leurs milliards, les nouveaux riches du CNDD-FDD qui règlent parfois individuellement des factures de cinq millions de francs de consommation de champagne - le petit peuple des collines le sait-il ? – « les Tièdes » donc ne vous le disent pas. Ils sont morts de peur et redoutent que ce conte merveilleux ne s'arrête pour eux bientôt. L'inquiétude gagne leurs rangs au fur et à mesure que s'approche la probabilité que certains de vos lieutenants soient mis en accusation par la Cour Pénale Internationale. Même si vous leur avez promis l'impunité, ils ne croient pas que vous réussirez à les soustraire aux poursuites de la CPI. D'ores et déjà, ils s'organisent pour se protéger, eux et leurs familles.

Par conséquent, si vous gagniez le référendum constitutionnel, vous n'auriez aucun intérêt à attendre 2020 pour organiser les élections générales. Il faudra profiter de « la ferveur populaire » pour mettre KO « ces Tièdes », vos adversaires les plus redoutables. Dans le jeu burundais du « **gisoro** », cette victoire foudroyante sur « les Tièdes » que vous promettent les dieux s'appelle « **impaga** ». Un « **échec et mat** » fulgurant et retentissant attend vos ennemis intimes. C'est ce que vous croyez... !

Certes, vous avez une sacrée longueur d'avance. Vous avez pris tout le monde de court. Vous lancez, tambour battant, une campagne électorale pour contraindre la population burundaise, terrorisée, rançonnée, appauvrie, à voter en faveur d'une révision inopportune de la constitution. Du même coup, vous enterrez imprudemment l'Accord de Paix et de Réconciliation d'Arusha. Espérez-vous vraiment gagner cette consultation électorale à haut risque ? Réussirez-vous la révision de la constitution afin de vous octroyer les pleins pouvoirs à vie ? Rien n'est moins sûr.

Pourquoi ?

L'incertitude électorale actuelle autour du référendum pour la révision de la constitution au Burundi rappelle le climat qui régnait au sein de l'UNESCO, dans les années 1980. L'ancien Directeur Général de cette organisation, le sénégalais M. Mahtar M'Bow, avait toutes les chances, sur le papier, pour gagner le renouvellement de son mandat et l'emporter contre le meilleur candidat qui prétendait à son poste, l'espagnol Federico Mayor. Au cours de l'effervescence de la campagne électorale, un diplomate croisé dans les couloirs du siège de l'organisation à Paris affirmait que beaucoup de pays voteraient pour le Directeur Général sortant. Mais, ajoutait-il sibyllin, « **les urnes constituent le meilleur instrument pour trahir.** »

M. Pierre Nkurunziza, vous êtes tombé dans un piège.

Vous vous êtes lancé à corps perdu dans une révision constitutionnelle qui, espérez-vous, devrait vous permettre de garder le pouvoir pendant un « Troisième règne céleste perpétuel ». En somme, une sorte de « Troisième Reich » burundais ! Le Chancelier Adolphe Hitler, lui-même démocratiquement élu, on l'oublie souvent, avait prévu que le régime NAZI dominerait l'Europe et durerait 1 000 ans.

Imprudence quand tu nous tiens ! Les Grecs anciens prétendaient que « celui que les dieux veulent perdre, ils lui inspirent de l'orgueil ».

En effet, une coalition hétéroclite formée par des opposants au sein de votre parti, les fameux « Tièdes », **plus** les opposants provenant de partis muselés vivant au pays, **plus** les fonctionnaires rançonnés, **plus** les étudiants universitaires privés de petit déjeuner sur le campus de Mutanga et maintenant obligés de contribuer financièrement au budget de ce référendum, **plus** les familles dont les maisons ont été détruites pour ne pas faire de l'ombre à votre palais présidentiel « chinois » qui, comme le siège de l'Union Africaine à Addis Abeba, doit déjà être bourré de **micros espions**, **plus** les citoyens qui ont la double nationalité que vous stigmatisez pour mieux les écarter du jeu politique, **plus** les familles des victimes des exactions du « Troisième règne céleste » depuis la répression sanglante des manifestations d'avril 2015, **plus** les familles des exilés, des prisonniers politiques, des citoyens assassinés, **plus** les familles et les proches des disparus, des femmes violées et des jeunes hommes castrés, **plus** les commerçants ruinés à la suite des nombreux incendies de marchés organisés par votre pouvoir à travers le pays, **plus** les commerçants à qui des kiosques de commerce sont refusés car attribués exclusivement à des amis de votre parti, **plus** les propriétaires d'entreprises, de biens et de propriétés dont ils ont été spoliés et qui ont été détruits ou volés par votre régime, **plus** les parents d'élèves dont les enfants ont été contraints d'abandonner l'école faute d'argent, **plus** les instituteurs mutés à travers le pays sans tenir compte de leur situation familiale, **plus** tout le petit peuple anonyme qui vit accroché sur les flancs de collines à travers le pays et qui ne voit absolument aucune dividende économique positive du « Troisième règne céleste », **plus** les intellectuels horrifiés par la médiocrité de votre régime, tous ces citoyens mécontents, M. Pierre Nkurunziza, constituent, potentiellement, une majorité d'électeurs, qui pour des raisons différentes, divergentes voire antagonistes, voteront « OYA / NON » au prochain référendum. Pas besoin de sondages ! Ce référendum constitue une occasion formidable pour eux de se venger de vous.

L'opposition a raison de mobiliser ses adhérents afin qu'ils se fassent massivement inscrire sur les registres électoraux. Car, le jour du vote, dans la solitude de l'isoloir, comme à l'UNESCO, qui pourra-t-il jamais empêcher l'électeur hostile à la révision constitutionnelle de voter « OYA / NON » ?

M. Pierre Nkurunziza,

Vous risquez de perdre cette consultation électorale parce que vous êtes, vous-même, le meilleur recruteur d'électeurs furieux et décidés de vous infliger une défaite cuisante. Quelle idée, en effet, de rançonner les fonctionnaires, les paysans, les élèves et les étudiants et d'obliger tout le peuple à payer les frais qui vous permettront d'organiser cette consultation référendaire ? Méfiez-vous aussi de ces recruteurs d'électeurs, les « Imbonerakure » qui, par excès de zèle, harcèlent, extorquent de l'argent et rouent de coups les citoyens récalcitrants.

Peut-être que cette milice honnie et redoutée travaille sous les ordres des « Tièdes ». Car, évidemment, les électeurs recrutés et inscrits de force sur les listes électorales et qui payent leurs contributions par crainte d'exactions et de tortures ne voteront jamais pour cette révision de la constitution. Peut-être que « les Tièdes » visent à pourrir la situation afin que la population, dégoûtée et révoltée, se débarrasse, dans l'isolement, du funeste « Troisième règne céleste ».

En outre, vous collectez par la force des fonds destinés à couvrir les frais d'organisation et d'encadrement du processus référendaire. Et vous profitez de cette manne du ciel pour distribuer cet argent illégalement prélevé à une caste de privilégiés recrutés exclusivement au sein de votre parti CNDD-FDD. Même les policiers chargés de protéger les institutions râlent car, déclarent-ils, les frais de déplacement, des miettes qu'on leur jette pour sillonner le pays et assurer votre protection, sont dérisoires. Comparés aux frais que perçoivent les caciques, de votre parti et du gouvernement impliqués dans l'organisation de ce référendum surréaliste. C'est dire si la grogne gagne !

Vous avez décidé de vous passer du soutien financier de la communauté internationale car vous saviez qu'elle aurait exigé, en contrepartie, une observation du scrutin pour en vérifier la régularité et la transparence. Du coup, tout le poids financier de ce référendum de complaisance repose sur les épaules des seuls pauvres Burundais à qui vous ne devez aucun compte de toute façon. Puisque votre pouvoir vient directement de Dieu. Bien vu !

Sauf que, tous les Burundais savent maintenant qu'une toute petite partie de votre gigantesque fortune personnelle aurait suffi pour payer cette consultation électorale. Mais vous n'êtes pas fou. Vous n'alliez tout de même pas investir des fonds propres pour organiser ce référendum ? Non, vous préférez, selon les révélations des « Panama Papers » planquer vos millions de dollars dans des paradis fiscaux à l'étranger, en Afrique, au Moyen Orient et semble-t-il même en Asie.

Tous les Burundais savent que vous auriez pu les laisser tranquilles et soutirer les frais pour organiser le référendum aux entreprises internationales auxquelles vous avez octroyé des permis d'exploitation des mines au Burundi. Celles-ci gagnent beaucoup d'argent car elles ont obtenu des concessions minières, des contrats léonins établis en leur faveur sans respect des règles de la procédure légale en matière d'attribution des marchés publics.

Tous les Burundais savent aussi que vous auriez pu revendre l'avion présidentiel qui a coûté 8 milliards de francs et dont les frais d'entretien, de carburant et les salaires des pilotes et autres personnels techniques représentent des sommes d'argent qui donnent le vertige. En plus, ce coucou inutile pour lequel le Burundi dépense des montants astronomiques en pure perte ne vole quasiment plus pour vous transporter lors des visites officielles ou sommets à l'étranger. Vous y avez renoncé depuis belle lurette.

Enfin, tous les Burundais sont témoins. Le montant requis pour couvrir les frais de ce référendum constitutionnel n'a jamais été chiffré et débattu au Parlement afin que la représentation nationale vote un budget réaliste connu de tous les citoyens.

M. Pierre Nkurunziza.

Vous êtes beaucoup trop malin. Vous avez une imagination débordante d'idées et d'initiatives pour vous maintenir au pouvoir. Coûte que coûte et à vie ! C'est pour cette raison d'ailleurs que « **L'Institut Kananura de Paris** », connaissant votre goût immodéré pour collectionner des prix internationaux bidon, sur pression de milliers de manchots du Cap, vous a octroyé un « **Prix de la clairvoyance politique** » ! Celui-ci vous manquait, n'est-ce pas ? Avouez-le ! Vous l'accrocherez à côté du prix infâmant « Mandela » qui récompense votre soi-disant courage politique pour avoir terrassé « les ennemis de la démocratie au Burundi ».

Infâmant, ce prix prétendument « Mandela » car le bilan de votre combat « courageux » est proprement stupéfiant. Faut-il vous le rappeler rapidement ? Un demi-million d'exilés, des dizaines de milliers de prisonniers politiques, des jeunes et des adultes assassinés par milliers, torturés ou disparus sans laisser de traces, des jeunes gens castrés, des centaines de femmes et de filles violées et outragées, des milliards de francs subtilisés à l'Etat burundais par le « Troisième règne céleste », bref un pays à l'agonie. Qui dit mieux ?

Eh bien mille bravos !

Oui vraiment il fallait un obscur institut parisien pour reconnaître votre courage politique exceptionnel tout en insultant la mémoire de Madiba. Il n'y a pas de petit profit politique pour le « Troisième règne céleste ».

Cependant, prenez garde, M. Pierre Nkurunziza ! Le prix qui vous est décerné par « l'Institut Kananura de Paris » sur demande insistante de milliers de « manchots du Cap » est un cadeau empoisonné. Ces oiseaux bipèdes qui dandinent maladroitement et marchent debout comme les hommes sont terriblement efficaces quand ils font du lobbying politique. Tenez. Ils viennent de réussir un coup fumant en débarquant votre ami et complice des mauvaises œuvres, M. Jacob Zuma. Il ne faudrait pas qu'ils aient la même idée pour vous demander de rendre le tablier.

Vous souvenez-vous de cette nuit de trahison quand M. Jacob Zuma est resté quelques heures supplémentaires après la fin de la mission des cinq chefs d'Etats africains dépêchés par l'Union Africaine pour vous convaincre d'accepter l'intervention et l'interposition au Burundi des 5 000 soldats de la MAPRABU ? M. Jacob Zuma avait prolongé son séjour à Bujumbura afin d'enterrer cette promesse de l'Afrique et vous adouber. Adieu Jacob Zuma. Adieu Robert Mugabe. Adieu Yahya Jammeh. Sale temps, tout de même, pour les dictateurs corrompus, certains de vos amis chefs d'Etats africains ! Who's next ?

Tous les Burundais constatent, avec effarement, que cette consultation référendaire constitue, en fait, une occasion supplémentaire pour éliminer les supposés ennemis du « Troisième règne céleste », pour les persécuter, les intimider, leur soutirer des fonds, bref pour accomplir votre projet de domination cruelle exercée sur un peuple exsangue. Cette élection constitue, en fait, un outil d'oppression supplémentaire visant à fracturer, fragmenter, fragiliser la population et pour brimer et briser la nation burundaise. En cela, vous êtes vraiment un génie politique. Vous méritiez bien « le prix de clairvoyance politique » que vous a décerné « **l'Institut Kananura de Paris** ».

Cependant, M. Pierre Nkurunziza, vous n'avez pas besoin d'une nouvelle constitution. En vous présentant pour un troisième mandat en 2015, vous aviez déjà détruit l'Accord d'Arusha et la constitution qui en est inspirée. Pourquoi avez-vous besoin de prendre un risque insensé en organisant des élections que vous pourriez perdre ?

Et d'ailleurs, que feriez-vous de la victoire après le référendum ? Vous ne pouvez plus changer de politique et revenir en arrière. Vous avez perdu la légitimité morale et politique à cause des nombreux crimes contre l'humanité et des crimes économiques commis par « le Troisième règne céleste ». Vous ne pourrez plus que réprimer, réprimer et réprimer encore et toujours un peuple qui exige le respect par l'Etat de ses droits fondamentaux et qui souhaite ardemment remettre le Burundi sur le chemin de la paix, de la démocratie et de la prospérité.

Pourquoi donc avez-vous besoin d'organiser un référendum qui pourrait se révéler un suicide politique ? La réponse à cette question a été donnée par l'ancien président du Gabon, feu Omar Bongo.

Peu de temps après les élections de juin 1993 gagnées par Melchior Ndadaye contre Pierre Buyoya, Omar Bongo rencontrait un groupe de journalistes africains et faisait avec eux, un tour d'horizon sur l'actualité du continent. Au cours de cet échange à bâton rompu, un journaliste ivoirien évoqua la situation au Burundi et couvrit d'éloges Pierre Buyoya, « un président intelligent », déclara-t-il. Omar Bongo a failli s'étouffer, racontait l'ami journaliste ivoirien. De sa voix écrasée et traînante remontant du fond de sa gorge, le président gabonais a lâché une sentence surprenante. « Un président intelligent ? Comment ? **Un président intelligent qui perd les élections ?** »

M. Pierre Nkurunziza,

Même si j'ai indiqué plus haut que vous risquez de perdre la consultation électorale pour réviser la défunte constitution du Burundi, il faut admettre que vous avez déjà inscrit votre nom, en lettres d'or, dans le registre des « **Présidents intelligents** » au sens d'Omar Bongo. Evidemment !

C'est bien triste ! En Afrique et sur d'autres continents d'ailleurs, la liste des « Présidents intelligents » s'allonge chaque jour que Dieu fait. Et souvent, mais est-ce un hasard, ce sont ces mêmes régimes de « Présidents intelligents » qui vous ont témoigné un soutien indéfectible au Conseil de Sécurité des Nations Unies, au cours des sommets de l'Union Africaine et au sein de la Communauté Est Africaine. Le Burundi se trouve donc désormais sur la liste des pays où « le Président intelligent » ne peut pas perdre les élections.

Au fait, par pure hypothèse d'école ou plutôt, naïve élucubration mentale, qu'advierait-il si jamais vous perdiez la prochaine consultation électorale ? Respecterez-vous le verdict du peuple ? Démissionnerez-vous ? Rembourserez-vous les fonds extorqués pour organiser une révision de la constitution à des fins personnelles ?

Non, non, non.... Pardon ! C'est une mauvaise blague !

J'oubliais que vous êtes un « Président intelligent » et que vous ne pouvez absolument pas perdre une élection. Du reste, vous avez sans doute déjà anticipé la possibilité d'un vote massif en faveur du « NON » à votre constitution de complaisance. Pour la contrer, la CENI, l'ineffable Commission Electorale Nationale dite Indépendante de qui ou de quoi, on se le demande, la CENI, dans sa prévenance et sa bienveillance infinie à votre égard, a très probablement déjà anticipé cette situation improbable. Elle n'imprimera que des bulletins « EGO / OUI ». De telle façon que même les électeurs à l'esprit tordu, opposés à cette constitution, ne puissent voter avec un bulletin « OYA / NON ». Car il n'y en aura pas dans les bureaux de vote. Et même si ces électeurs « ennemis de la nation » gribouillaient sur le bulletin « EGO / OUI » pour l'invalidier, celui-ci n'aura pas la valeur d'un bulletin « OYA/NON ». CQFD ! Ce qu'il fallait démontrer ! Une victoire mathématique imparable est acquise à l'avance.

Ainsi, le « OUI » l'emportera forcément à 98% au moins ! C'est le chiffre qu'annoncera la CENI et qui sera immédiatement validé par le Conseil Constitutionnel. En matière de naufrage moral, ces deux institutions burundaises, acquises à votre cause, représenteront longtemps encore dans l'avenir, un modèle unique et inique de servitude et de lâcheté politique en Afrique ! La CENI n'aura donc pas besoin de recourir à des bidouillages des résultats électoraux pour le comptage des voix en utilisant des logiciels informatiques douteux fournis par des puissances amies du « Troisième règne céleste ». Elle vous proclamera vainqueur haut la main. Un point ! Un trait !

Rassurez-vous, le bidonnage électoral se pratique de plus en plus ailleurs dans le monde. Même dans des démocraties installées mais où les « Présidents ne sont pas intelligents ». Ou pas encore !

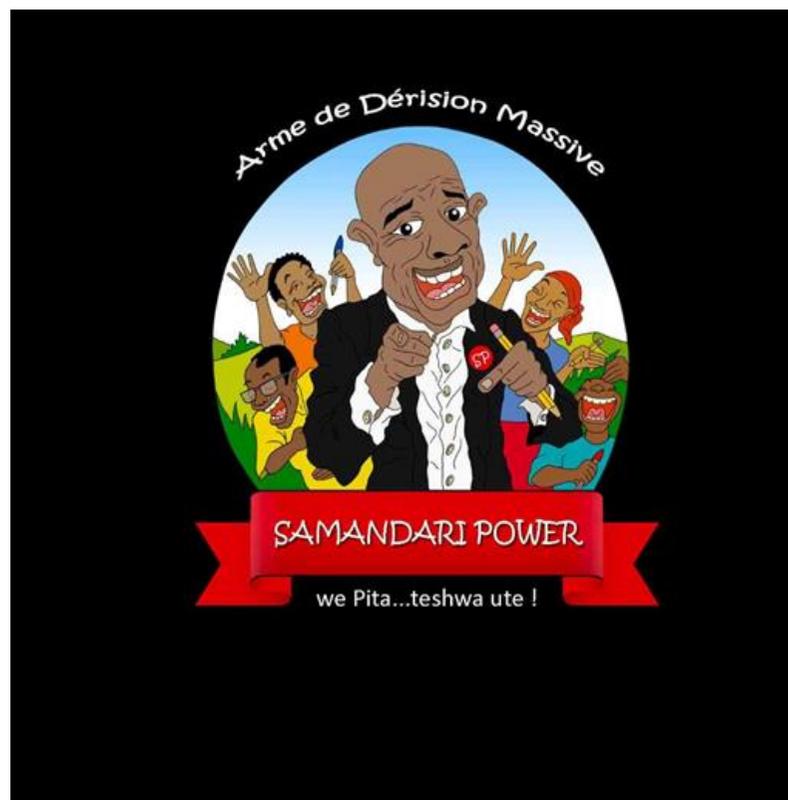
Malgré tout, l'opposition a raison de mobiliser massivement les électeurs afin qu'ils se fassent inscrire sur les listes électorales burundaises. Au moins pour les protéger contre les persécutions, les tortures et l'extorsion des fonds infligées par la milice « Imbonerakure » aux citoyens supposés hostiles à votre référendum constitutionnel. Pour le moment, l'opposition devrait, en priorité, protéger la population. Il faut donc que tous les citoyens fassent semblant d'être favorables au « OUI » pour changer la constitution selon vos caprices et vos intérêts. Il ne faut surtout pas qu'ils s'exposent inutilement en déclarant publiquement leur hostilité à l'égard de la nouvelle constitution. « Le Troisième règne céleste » est sans pitié. Il a juste trouvé une autre occasion pour fracasser la société burundaise.

En conséquence, l'opposition devrait vous demander même, M. Pierre Nkurunziza, l'autorisation d'organiser des manifestations gigantesques à travers le pays en faveur du « OUI » au référendum constitutionnel. Tout en ayant à l'esprit qu'il s'agit d'un **plan B**, une solution alternative pour protéger la population contre les exactions de la milice « Imbonerakure ». Un plan B qui utiliserait le mot de code « **Bangiricenge** ». Un plan B, car, à **malin, malin et demi**, l'opposition pourrait l'utiliser pour enrayer la mécanique infernale du référendum et torpiller, du même coup, le « Troisième règne céleste » en votant « OYA / NON ». Si du moins la CENI était assez imprudente pour imprimer ces bulletins. Vous me direz, elle n'est pas obligée de les comptabiliser même s'ils étaient imprimés et mis à la disposition des électeurs. Tout à fait exact ! Cependant, n'oubliez pas, M. Pierre Nkurunziza, que jamais personne ne pourra empêcher un citoyen hostile à votre référendum de voter « OYA / NON dans le secret de l'isoloir ?

La campagne organisée par la société civile burundaise contre votre constitution de complaisance devrait insister aussi, comme le fait l'opposition politique, sur l'impérieuse nécessité pour les électeurs de se faire inscrire afin de voter massivement le **Jour J**. Tout en ayant à l'esprit la consigne de ce plan « B » magique.

Peut-être le savez-vous, M. Pierre Nkurunziza, Samandari Power a précédé la société civile burundaise dans cette mobilisation des citoyens contre votre constitution de complaisance. Regardez bien cette image et voyez dans quel état d'hilarité généralisée le référendum constitutionnel met la population burundaise. Si seulement vous le vouliez, les citoyens burundais seraient ravis de vous proposer leurs services pour écrire une constitution de poche, rien que pour vous et pour rire.

En retour, « le Troisième règne céleste » s'engagerait à assurer une distribution généreuse et générale de bombonnes de gaz hilarant à toute la population et à travers le pays. Au moins le référendum constitutionnel serait marrant !

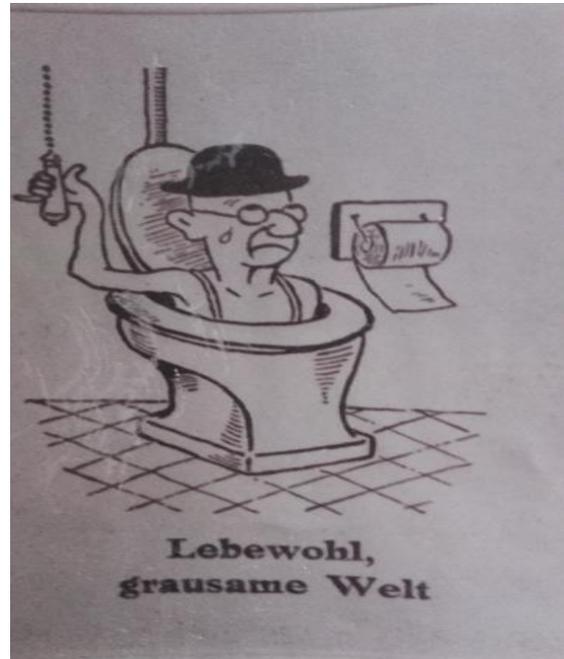


M. Pierre Nkurunziza

Avant de terminer la première partie de cette lettre ouverte, permettez-moi de vous rappeler une évidence qui crève les yeux de tous les Burundais. Votre référendum pour faire adopter une constitution de complaisance constitue un rideau de fumée visant à dissimuler les crimes abominables commis par le « Troisième règne céleste », à échapper à la justice et à vous octroyer une impunité à perpétuité pour les crimes de sang et les crimes économiques commis depuis votre prise de pouvoir en 2005. En fait, vous considérez la constitution qui sera issue du référendum comme une assurance-vie. Vous pensez, à tort, qu'elle vous protégera contre les poursuites possibles pour les crimes contre l'humanité dont « le Troisième règne céleste » répondra, tôt ou tard, devant la justice burundaise et ou internationale.

J'y reviendrai dans la deuxième partie de cette lettre ouverte qui vous est destinée.

En attendant, voici une carte de vœux pour 2018 qu'un Président d'une grande nation résidant au « White ShitHouse » et qui n'a pas honte de ramener à la phase anale les relations entre l'Afrique et son pays, redevenu « Great Again », voici une carte que ce Président milliardaire aurait pu envoyer au « Troisième règne céleste » et à une certaine Afrique rebutante, véritable « shithole » ou « trou de merde », cette Afrique des « Présidents intelligents » qui soutiennent qu'une dictature infâme africaine, burundaise en l'occurrence, présumée coupable de crimes contre l'humanité, devrait échapper à la justice internationale incarnée la Cour Pénale Internationale.



Adieu monde cruel

M. Pierre Nkurunziza,

Sur le côté droit de cette image évocatrice, le rouleau de papier indique le sort que subira votre constitution de complaisance après le naufrage de la grenouille évoquée plus haut et qui incarne « le Troisième règne céleste ». Car dans le bol de lait burundais, il n'y a pas de crème pour former le beurre. Le Burundi, sous votre règne, encore un exploit à votre crédit, est devenu le pays le plus pauvre du monde. Imana Akbar !

Athanase Karayenga

Le 15 Février 2018